ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juillet 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 1603)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 154

présenté par
Mme Brulebois

ARTICLE 15 BIS

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

À l'alinéa 2, substituer aux mots :

« des six premiers mois »

les mots :

« de la première année ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'amendement vise à ajouter de la souplesse à l'obligation de formation. En effet, les collectivités sont susceptibles d'organiser plusieurs sessions de formation. Le délai de 6 mois peut paraître un peu court au regard d'un mandat de 6 ans et du délai d'installation des organes délibérants, auxquelles certains élus ne peuvent pas assister. Il est important de ne pas précipiter les choses et s'assurer que chaque élu puisse suivre une formation.